

Loi "Molac" proposition de loi sur les langues régionales : un texte très attendu

Vote à l'Assemblée, le 8 avril.



Loi "Molac" proposition de loi sur les langues régionales : un texte très attendu

Communiqué des Présidents de Région

Comme cela est inscrit depuis 2008 dans la lettre de la Constitution, **les langues régionales font partie de notre patrimoine**. Elles sont notre richesse et contribuent à la vitalité de nos territoires. **Nos langues, ce sont nos vies**. Elles sont le témoin de l'héritage et des transmissions intergénérationnelles. Elles parlent de nos identités assumées qui renforcent la République, rappellent les Présidents des Régions métropolitaines dans ce communiqué publié le 16 mars 2021.

Chaque situation relative aux langues régionales dans nos ressorts géographiques respectifs est différente, en fonction de la demande sociale, du degré de pérennité de la langue, des enjeux transfrontaliers... et elles doivent en ce sens faire l'objet d'une attention spécifique et adaptée dans chacune de nos Régions et Collectivités.

La proposition de loi "Molac" va dans le bon sens

Toutefois, les élus de Régions de France ne peuvent être inattentifs au rôle joué par le législateur sur ce sujet. C'est ainsi que nous accueillons avec intérêt l'annonce de **l'examen en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 8 avril prochain de la proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et leur promotion**. Ce texte, voté en première lecture en février 2020, a été enrichi au Sénat par l'ensemble des groupes politiques, avec l'ajout de dispositions relatives à l'enseignement des langues, ainsi que sur la possibilité de pouvoir appliquer la réglementation existante sur le Département de Mayotte qui en est aujourd'hui injustement privé.

Notre responsabilité, en tant que **présidents de Région et de Collectivité**, est de pouvoir garantir et promouvoir la vitalité culturelle et patrimoniale de nos territoires. Cette proposition va dans le bon sens, afin que vivent nos langues, que l'UNESCO classe pour une grande majorité d'entre elles en grand danger d'extinction.

C'est en ce sens que la rédaction de la proposition de loi dite « Molac » tel qu'issue des travaux du Sénat va dans le bon sens, et que **nous appelons de nos vœux une adoption conforme par les députés de tous les bancs afin que ce texte puisse entrer en vigueur**.